

Avant-propos

Les femmes sont une force motrice pour le développement, la croissance économique et le bien-être. Pourtant, en dépit de leur dynamisme, les femmes ont un accès inégal aux écoles, aux emplois et aux postes de direction. En mai 2013, les ministres de l'OCDE ont approuvé une *Recommandation sur l'égalité des sexes dans l'éducation, l'emploi et l'entrepreneuriat* dans le but d'améliorer l'équité sociale et de promouvoir la croissance durable en permettant aux sociétés de mieux tirer parti de tous leurs talents existants.

L'OCDE a été à l'avant-garde des efforts visant à apporter la preuve analytique de l'écart entre les sexes, en montrant comment les sociétés peuvent mieux se porter si les femmes ont davantage accès aux opportunités économiques et sociales. S'appuyant sur ces éléments, le Programme MENA-OCDE a identifié l'entrepreneuriat des femmes comme l'un des principaux moteurs de la croissance économique, la compétitivité et la création d'emplois dans la région MENA. Dans le cadre de ce Programme, le Forum des femmes entrepreneurs (FFE) OCDE-MENA s'efforce depuis cinq ans d'avoir un impact positif sur l'égalité hommes-femmes dans l'entrepreneuriat et de guider les réformes menées dans la région pour fournir de meilleures opportunités économiques aux femmes.

L'entrepreneuriat féminin reste une ressource inexploitée majeure dans une région où il est urgent de trouver de nouvelles sources de croissance et d'emploi. Malgré un nombre croissant de femmes très instruites qui veulent travailler, le taux de participation des femmes de la région MENA à la population active est le plus faible du monde puisqu'il s'élève à 24 %, contre plus de 60 % en moyenne dans les pays de l'OCDE. Cela sape l'entrepreneuriat, parce que l'expérience professionnelle est un facteur déterminant de la réussite d'une entreprise et de sa pérennité. Avec seulement 12 % de femmes chefs d'entreprise, contre 31 % des hommes, la région MENA a le plus grand écart entre les sexes au monde en matière d'entrepreneuriat, ainsi qu'un taux d'attrition élevé pour les entreprises dirigées par des femmes. Permettre aux femmes de participer pleinement à l'économie, à la fois en tant que salariées et en tant qu'entrepreneurs, amènerait des retombées économiques et sociales élevées pour les sociétés de la région MENA.

Ce rapport *Les femmes et l'entreprise 2014* évalue les progrès accomplis depuis l'édition de 2012 et fournit des orientations pour la poursuite des réformes dans des domaines clés. Il s'appuie sur l'évaluation, fournie dans la première édition, du cadre politique global et des mesures visant à promouvoir l'entrepreneuriat des femmes dans 18 économies MENA, et il centre son analyse sur trois domaines essentiels du développement de l'entrepreneuriat féminin : i) la collecte de données et les recherches ; ii) les informations et les services d'appui aux entreprises ; et iii) l'accès aux crédits et les services financiers. Les recommandations visent à mobiliser les acteurs de l'ensemble de la société – les gouvernements, le secteur privé, les associations patronales et la société civile – dans un effort collectif pour poursuivre l'amélioration du climat des affaires pour les femmes entrepreneurs de la région MENA.

Le rapport *Les femmes et l'entreprise 2014* constitue une nouvelle étape majeure dans les efforts de l'OCDE en soutien à l'autonomisation des femmes de la région MENA. Nos partenaires dans la région peuvent compter sur le soutien continu de l'OCDE pour aider à libérer le plein potentiel des femmes dans le but de générer une croissance durable et la prospérité de tous.



Angel Gurría
Secrétaire-Général de l'OCDE

REMERCIEMENTS

Cette publication est le résultat des efforts collectifs des membres du Forum des Femmes Entrepreneurs (FFE) OCDE-MENA, réseau interrégional de représentants des gouvernements, du secteur privé et de la société civile, créé en 2007 pour mettre en oeuvre la *Déclaration ministérielle sur le renforcement de l'entrepreneuriat féminin dans la région MENA*. Le FFE a pour objectif de promouvoir les efforts visant à accélérer le développement d'entreprises détenues par des femmes dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA). Le FFE fait partie du Programme MENA-OCDE pour l'investissement, initiative lancée en 2005 pour renforcer le dialogue entre les gouvernements MENA et les pays membres de l'OCDE afin de promouvoir les investissements et le développement du secteur privé au service de la croissance et de la création d'emplois.

Nicola Ehlermann-Cache, chef par intérim de la Division MENA au sein du Secrétariat des relations globales de l'OCDE (MENA/GRS), a conçu, développé et géré les projets dans le cadre desquels les différents chapitres de cette publication ont été développés. Elsa Pilichowski et Sabri Draia ont revu attentivement la publication. De précieux commentaires et contributions ont été fournis par Anthony O'Sullivan, Vanessa Vallée, Fares Al-Hussami, Chou Nuon et Sophie Teyssier, MENA/Secrétariat GRS.

- Le premier chapitre, *Inégalité entre les sexes et entrepreneuriat : portrait statistique de la région MENA*, a été essentiellement préparé par Susan Joekes, directrice de SPJ Consulting, consultante sénior auprès de l'OCDE et membre du FFE, avec le soutien éditorial de Parmjeet Bouffay et Lutz Sager, MENA/Secrétariat GRS.
- Le deuxième chapitre, *Analyse de la fourniture des services d'appui aux entreprises et des incubateurs dédiés aux femmes entrepreneurs dans la région MENA*, a été essentiellement préparé par Lois Stevenson, experte dans les PME et l'entrepreneuriat, consultante sénior auprès de l'OCDE et membre du FFE, avec le soutien éditorial de Rayann Koudaih, MENA/Secrétariat GRS.
- Le troisième chapitre, *Etendre les options de financement des entreprises dirigées par des femmes dans la région MENA*, comprend deux sections. La première section, « Des pratiques de financement bancaire mieux ciblées sur les entreprises dirigées par des femmes dans la région MENA : résultats d'une enquête menée par l'OCDE en collaboration avec l'Union des banques arabes » examine le volet « offre » du financement bancaire. Elle a été rédigée par Audra Shallal, directrice générale de Boss Consulting et membre du FFE, ainsi que Parmjeet Bouffay, MENA/Secrétariat GRS. La deuxième section, « Aider les femmes entrepreneurs à définir leurs besoins financiers et les sources de financement : guide pratique » se penche sur le volet « demande » du financement des entreprises. Cette section a été préparée par Estelle Brack, économiste sénior du Groupe BPCE et membre du FFE, et a bénéficié des commentaires du Secrétariat de l'OCDE et de l'Union des Banques arabes (UAB).

Nous souhaitons remercier les membres et partenaires du FFE suivants pour avoir répondu aux enquêtes incluses au Chapitre 2 et pour nous avoir aidés à contacter les organisations clés de la région :

- Algérie : l'Association des Algériennes managers et chefs d'entreprises (AME) et l'Incubateur économique de développement local « J'entreprends à Créteil » ;
- Egypte : le Fonds social de développement qui gère un réseau d'incubateurs : la pépinière d'entreprises de Port Said, l'incubateur d'entreprises et de technologie d'Assuit, l'incubateur de Louxor pour les secteurs du patrimoine artistique et de l'artisanat, l'incubateur d'entreprises Tala de Menofia, le Hatshepsut Women Incubator géré par l'Association des femmes d'affaires égyptiennes (EBWA) ; l'association du développement local et des petites entreprises El Mobadara ; Endeavor ; Delta Shield for Investment ; et Technology Innovation and Entrepreneurship ;
- Jordanie : l'iPark Technology Incubator ; le Forum jordanien pour les femmes d'affaires et professionnelles (JFBPW) ; le Forum national jordanien pour les femmes (JNFW) ; la Jordan River Foundation ; le Fonds hachémite jordanien pour le développement humain (JOHUD) ; le Fondation/programme de développement local Noor Al Hussein ; et le Centre de la Reine Rania pour l'entrepreneuriat (QRCE) ;
- Maroc : l'Agence nationale pour la promotion de la petite et moyenne entreprise (ANPME) ; l'Association des femmes chefs d'entreprises (AFEM) ; la Caisse Centrale de Garantie (CCG) ; le Centre national pour la recherche scientifique et technique, qui gère un réseau d'incubateurs : le Centre d'incubation et d'accueil d'entreprises innovantes de l'École nationale de l'industrie minérale (ENIM), l'incubateur iBDA3 de l'Université Moulay Ismail, l'Université Ibn Zohr, l'incubateur technologique Marobtikar de l'Université Hassan 1^{er} ; le Centre régional d'investissement (CRI) de la région Rabat-Salé-Zemmour-Zaër ; la Fondation des jeunes entrepreneurs ; et la Fondation Création d'entreprises (FCE) du Groupe Banque populaire ;
- Autorité palestinienne : le Centre de développement des entreprises (CDE) de femmes du Forum des femmes entrepreneurs–Palestine (FFE-P) ; et le Palestine ICT Incubator (PICTI) ;
- Qatar : le Centre Roudha pour l'entrepreneuriat et l'innovation ;
- Tunisie : la Direction générale de promotion de la PME ; le ministère de l'Industrie ; et la start-up Wiki ;
- Emirats Arabes Unis : Dubai SME ; le Fonds Khalifa pour le développement des entreprises ; Inc5 Incubator of Dubai Knowledge Village ; et Silicon Oasis Founders ;
- Yémen : le Service de promotion des petites et des micro-entreprises (SMEPS).

Cette étude incluse au Chapitre 3 a bénéficié de la collaboration de l'Union des banques arabes (UAB), ainsi que des participants aux task forces locales du FFE. Wissam Fattouh, secrétaire-général de l'UAB, et Dina Kaddouh, directrice du bureau Maghreb de l'UAB, ont contribué au projet et l'ont dirigé de manière visionnaire. Cette étude n'aurait pas été possible sans leurs précieux soutien, conseils et commentaires. Nous aimerions aussi remercier Tarek el Bitar, responsable des relations bancaires internationales à

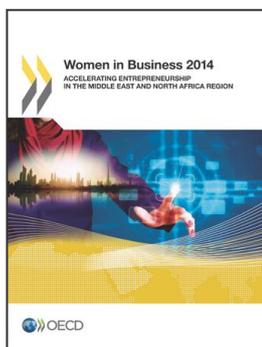
Banque Palatine (Groupe BPCE), et Driss Fares, secrétaire-général de l'Union des banques maghrébines, pour leur soutien et leurs commentaires utiles.

Les membres et partenaires de FFE dont le nom suit ont aussi apporté des commentaires utiles : Mme Iman Al Damen, ancienne directrice générale adjointe de Capital Bank et deuxième vice-présidente de l'Association des femmes professionnelles de Jordanie ; Mme Tania Azar, ancienne vice-présidente et responsable des relations d'affaires, MENA, Deutsche Bank ; Mme Estelle Brack, conseiller sénior et économiste sénior, Relations européennes et internationales, Fédération bancaire française ; Mme Nabila Freidji, présidente de la Commission dynamique régionale, Confédération générale des entreprises du Maroc ; Mme Amal Cherif Haouat, directrice, Attitudes Conseil ; Mme Nathalie de Gaulle, fondatrice de Baynuna Economic Consulting ; Mme Bernadette de Reynal, responsable de la division internationale, Banque Palatine ; Dr. Hadi El Chaibainou, directeur général du Groupement professionnel des Banques du Maroc ; Mme Heather Henyon, directrice associée, Balthazar Capital ; M. Mohamed Kaaniche, PDG de la Banque tunisienne de solidarité ; Mme Tania Moussalem, responsable du Groupe développement stratégique et gestion financière, BLC Bank ; Eng Yarub Qudah, PDG, Jordan Enterprise Development Corporation ; Mme Haya Refai, économiste et analyste junior, Jordan Enterprise Development Corporation ; et Mme Hana Uraidi, Directrice, Services du soutien transversal, Jordan Enterprise Development Corporation.

Nous souhaitons remercier l'ensemble des banques et des personnels qui ont participé à cette étude en prenant le temps de partager avec nous leurs expériences et leurs perspectives, et plus particulièrement : Dr Jamal Abu Obaid, directeur exécutif, The Housing Bank for Trade and Finance ; M. Mohammed Adnan Abuhijlea, consultant en marketing, Jordan Islamic Bank ; Mme Zineb Akhanchouf, responsable des relations d'affaires, Citibank Maghreb ; Mme Norsan Akkawi, Standard Chartered Bank ; Mme Ameera Al Abassi, directrice du service Banque d'affaires, Khaleeji Commercial Bank ; M. Nasser Al-Ghazzawi, chef du service PME et directeur des PME, Capital Bank ; Mme Rafah Al-Jamal, directrice sénior, Bank Audi ; M. Shatha Bdair, directeur des PME, Capital Bank of Jordan ; Mme Naima Dchane, responsable des études sectorielles, Arab Bank ; Mme Magda El-Adl, contrôleur administratif sénior, Bank Boubyan ; M. Samer Hanna, Chef de la distribution intégrée, Standard Chartered Bank ; M. William Karkar, chef d'équipe, Investbank ; M. Mohammed Kettani, directeur de la conformité et du juridique, Banque Al Barid ; M. Hadil Khalaf Kayyali, PDG adjoint, Jordan Ahli Bank ; M. François Labarthe, chef des services bancaires, Citibank Maghreb ; M. Reem Muhtaseb, responsable Microfinance, Cairo Amman Bank ; M. Mohammed Naser Abu Zahra, chef de la division d'affaires, ABC Bank ; M. Mohammed Obeidat, chef du service des PME, Jordan Commercial Bank ; M. Khaled Saad Al Shaikh Ali, directeur du service de la banque d'affaires, Société Générale ; M. Wasim Salfiti, chef du service d'affaires PME, Banque Al Etihad ; et Mme Siham Siouane, chef du département Services non financiers, Attawfiq Micro-Finance.

L'étude incluse au Chapitre 3 a été dûment révisée suivant les conseils des banquiers présents lors de la réunion des experts coorganisée par le FFE et l'UAB le 13 novembre 2013 à Beyrouth, Liban. A cette occasion, les experts suivants ont fourni de précieux commentaires : S.E. M. Mahdi Alawi, directeur général, Jordan Commercial Bank ; Mme Sandra Abboud, consultante sénior chargée des finances, ESA, Liban ; M. Fouad Abi Ramia, chef des produits et du développement des entreprises, Fransabank ; Mme Iman Al Damen, ancienne directrice générale adjointe, Capital Bank, Jordanie, deuxième vice-présidente du Forum des femmes d'affaires et professionnelles ;

Mme Haya Al Refai, chercheuse et analyste économiste, Jordan Enterprise Development Corporation ; Mme Tania Azar, conseillère financière/consultante, BA United Holding, Emirats arabes unis ; Mme Aline Aziz, chef de la formation et de la recherche, Crédit Libanais ; M. Mohammed Habib Ben Saad, président directeur général, Banque de Tunisie ; Dr Yehia Hakim, secrétaire de l'Association libanaise pour la transparence ; M. Jaffar Khatteich, président, Banque nationale agricole, Tunisie ; M. Mouldi Ouelhazi, délégué, Association professionnelle des banques et institutions financières tunisiennes et Mme Nour Yamak, consultante junior, ESA, Liban.



Extrait de :

Women in Business 2014

Accelerating Entrepreneurship in the Middle East and North Africa Region

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264213944-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « Avant-propos et remerciements », dans *Women in Business 2014 : Accelerating Entrepreneurship in the Middle East and North Africa Region*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264227521-1-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.